ASSEMBLÉE NATIONALE

14 novembre 2014

RÉFORME DE L'ASILE - (N° 2182)

Retiré

AMENDEMENT

N° AS36

présenté par
M. Robiliard

ARTICLE 15

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Le demandeur bénéficie de l'aide médicale de l'État sans condition d'ancienneté de résidence sur le territoire français. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans l'attente de son affiliation à la CMU et à la CMU-c, le demandeur doit pouvoir bénéficier de l'Aide médicale d'État dès l'enregistrement de sa demande d'asile, sans que la condition d'ancienneté de trois mois prévus aux articles L. 251-1 et suivants du CASF ne lui soient opposables. La spécificité du droit d'asile ne paraît pas compatible avec la condition d'ancienneté de la présence en France pour le bénéfice de l'aide médicale d'État. L'article 19 de la directive « Accueil » n'impose aux États membres que des obligations minimales et que tous les demandeurs d'asile doivent pouvoir être affiliés au régime général de l'assurance maladie et bénéficier de la CMU complémentaire, a fortiori à l'Aide médicale de l'État.